

Restitutions

« Il faut y aller dans la joie »

Emmanuel Macron s'est engagé à rendre à l'Afrique des œuvres issues des pillages coloniaux. Allons au bout de ce pari fou, propose l'historienne Bénédicte Savoy

PAR BÉNÉDICTE SAVOY

On dit que la jeunesse est la saison du courage. En deux minutes et trente-trois secondes, le 28 novembre 2017, Emmanuel Macron a balayé d'un revers de manche plusieurs décennies de pratiques et de discours officiels français en matière de patrimoine et de musées. Il l'a fait dans un « lieu où on ne peut pas tricher », comme il l'a déclaré : l'amphithéâtre bondé d'une université africaine, devant plusieurs centaines d'étudiants et d'étudiants, sous l'œil du président burkinabé Roch Kaboré et l'objectif des caméras de France 24. Il l'a fait au nom de la jeunesse, de sa jeunesse, génie tutélaire sept fois invoqué au seuil du discours : « *Je suis d'une génération de Français pour qui les crimes de la colonisation européenne sont incontestables et font partie de notre histoire.* » « *Je veux que d'ici cinq ans les conditions soient réunies pour des restitutions temporaires ou définitives du patrimoine africain en Afrique.* » Applaudissements et sifflets. Sur Twitter, l'Élysée enfonce le clou : « *Le patrimoine africain ne peut pas être prisonnier de musées européens.* »

VIOLENTE POLÉMIQUE

C'est la révolution. Du *New York Times* à la *Süddeutsche Zeitung*, la presse occidentale enregistre avec stupéfaction cet événement tectonique. En Afrique et hors d'Afrique, ceux qui depuis longtemps militent pour la restitution des patrimoines déplacés voient l'avènement d'une ère nouvelle : « *The post Ouagadougou period has begun* », écrit Kwame Opoku, spécialiste de la question, sur le site d'actualité *Modern Ghana*. A Berlin, le discours d'Emmanuel Macron vient alimenter une violente polémique sur l'annexion coloniale dont semblent frappés les concepteurs du futur Humboldt Forum, censé abriter après 2019 les collections ethnologiques de l'ancien Etat prussien. Dans une lettre ouverte à Angela Merkel, quarante organisations de la diaspora africaine d'Allemagne enjoignent à la chancelière de réagir à « *l'initiative historique du président français* ». Le département culture du ministère des affaires étrangères allemand salue, lui, l'appel d'air créé par Macron et lance l'idée d'une conférence internationale sur la question, à l'image de celle organisée à Washington en 1998 sur les biens spoliés aux familles juives d'Europe.

S'il concerne d'abord Paris et ses prestigieuses collections d'art africain, le discours de Ouagadougou engage aussi l'Europe, et le substrat colonial ou missionnaire de tous ses musées ethnologiques ou dits universels. Du British Museum (plus de 200 000 objets africains) au Weltmuseum de Vienne (37 000), du Musée royal de l'Afrique centrale en Belgique (180 000) au futur Humboldt Forum de Berlin (75 000), des musées du Vatican à celui du quai Branly (70 000), l'histoire des collections africaines est une histoire européenne bien partagée, une affaire de famille si l'on veut, où curiosité esthétique, intérêts scientifiques, expéditions militaires, réseaux commerciaux et « opportunités » en tout genre ont contribué à nourrir des logiques de domination, d'affirmation et de rivalités nationales. Les musées de nos capitales sont les conservatoires

brillants de la créativité humaine. Ils sont aussi les dépositaires, bien malgré eux, d'une histoire plus sombre et trop rarement racontée.

Aujourd'hui encore, en France comme ailleurs en Europe, le simple mot de « restitution » suscite un réflexe quasi rotulien de défense et de repli. Ce réflexe, François Mitterrand en a fait la démonstration publique en 1994, lorsque, pour remercier Helmut Kohl de la restitution par l'Allemagne de 27 tableaux français volés par les nazis pendant la guerre, il déclarait : « *Que de conservateurs dans nos pays, que de responsables de nos grands musées doivent ce soir éprouver une certaine inquiétude. Et si cela se généralisait ? Je ne me risque pas beaucoup en pensant que cet exemple restera très particulier et que la contagion s'arrêtera assez vite.* »

Restitutions et contagion ; prudence politique et effroi des musées : nous sommes d'une

« L'histoire des collections africaines est une histoire européenne bien partagée, une histoire de famille si l'on veut »

génération qui n'a connu de restitutions que douloureuses ou arrachées de haute lutte. Personne en France n'a oublié la guerre de tranchées menée en 2010 par les conservateurs de la Bibliothèque nationale de France lorsque en marge de tractations commerciales, Nicolas Sarkozy s'est engagé à rendre à la Corée du Sud près de 300 manuscrits précieux provenant d'une expédition punitive de l'armée française en 1866. Personne n'oublie en Italie le demi-siècle de négociations qu'il aura fallu pour que soit rendu à l'Éthiopie l'obélisque d'Axoum, saisi par Mussolini en 1937. Et personne n'aimerait à Berlin qu'on restitue un jour à la Tanzanie l'immense squelette fossile du plus grand dinosaure du monde, le *Brachiosaurus brancai*, rapporté en 1912 de territoires alors placés sous le protectorat du Reich.

Peut-on, dès lors, envisager des restitutions heureuses et consenties, motivées par le double intérêt des peuples et des objets ? Peut-on penser des restitutions dont l'enjeu ne serait ni purement stratégique, ni simplement politique ou économique, mais aussi et vraiment culturel – au sens premier du verbe latin *colere*, qui est « habiter », « cultiver », « honorer » ? L'annonce faite à Ouagadougou semble dire oui. Elle tire sa force d'un changement de génération. Elle suggère qu'un partage est possible. Elle postule la spécificité du cas africain. Et, contre toute attente, elle n'a pas suscité la levée de boucliers institutionnels à laquelle nous ont habitués (encore un réflexe rotulien) les discussions de ces dernières années.

Au contraire. Invité par plusieurs médias à réagir aux déclarations d'Emmanuel Macron, le président du Musée du quai Branly, Stéphane Martin, s'est plu à abonder en son sens, soulignant qu'on ne « *peut avoir un continent privé à ce point des témoignages de*

son passé et de son génie plastique », que la situation « *n'a pas vocation à durer* » et « *que le destin de ces pièces passera certainement par le retour d'une partie d'entre elles* ». Second coup de théâtre, institutionnel cette fois.

« *Alors, pour rebondir sur la jolie formule de Philippe Dagen dans Le Monde du 8 décembre 2017, on fait quoi maintenant ?* » D'abord et avant tout, et sans tarder, et sans faire semblant, on associe des personnalités africaines aux discussions qui vont s'engager en France, des voix multiples, celles d'activistes, d'intellectuels, de responsables politiques, de professionnels des musées ; des Africains d'Afrique et des Africains de la diaspora ; ceux qui souhaitent des restitutions et ceux qui n'en veulent pas ; des mécènes, des enseignants, des artistes. On se met autour d'une table, ici ou ailleurs : on s'écoute.

Ensuite on prend garde à ne pas s'immiscer dans le périmètre décisionnel des autres. Lorsque, après Waterloo, la France restitue à l'Europe les œuvres transférées à Paris sous la Révolution et l'Empire, elle n'explique pas au pape et aux souverains d'Allemagne, d'Autriche, d'Espagne et d'ailleurs la bonne manière de valoriser et de conserver dorénavant leurs collections ; il faut souvent plusieurs décennies et de nombreux débats contradictoires, dans ces pays, pour qu'émergent des politiques « modernes » du patrimoine et des infrastructures adaptées. A Berlin par exemple il faut attendre 1830 pour que soient exposées dans un musée public les œuvres restituées par la France quinze ans plus tôt. De même, en 1945, les Américains ne disent pas aux Français comment traiter les œuvres récupérées par leurs soins dans l'Allemagne nazie – et l'Etat français n'hésite pas, au retour de ces œuvres, à en vendre plusieurs milliers aux enchères. Il faut laisser à ceux qui récupèrent les œuvres le soin et le temps de trouver les solutions qui leur conviennent.

PENSER EN PETIT ET EN GRAND

Et puis, et surtout, il faut s'autoriser à rêver : imaginer des configurations juridiques inédites ; tester des partenariats nouveaux, comme ceux que pratique depuis dix ans la Fondation Zinsou au Bénin ; inventer des modèles flexibles, adaptées aux réalités d'un continent immense, où la distance entre Dakar et Pretoria est supérieure à celle qui sépare Paris de Pékin et où l'âge moyen de la population est de 21 ans (contre plus de 40 en Europe). Il faut penser en petit et en grand, à court et à long terme.

Il faut penser à ceux qui recevront les œuvres, bien sûr, mais il ne faut pas négliger ceux qui, en France et ailleurs, se sentiront peut-être blessés dans leur « fierté patrimoniale » ou leur « identité culturelle ». Aux opinions publiques de « chez nous », il faudra prendre le temps d'expliquer ce que l'on fait et pourquoi. Raconter aux visiteurs des musées, enfin, comment se sont formées ces collections ; comment, quand et à quel prix ces œuvres sont arrivées chez nous. Il faudra remettre en cause certaines « évidences » et certains « tabous » muséographiques.

S'il faut y aller, il faut y aller dans la joie, une joie responsable, prudente et réfléchie, qui donne une âme à ce grand projet du XXI^e siècle. « *Je veux que d'ici cinq ans les conditions soient réunies pour des restitutions temporaires ou définitives du patrimoine africain en Afrique* », a dit Macron. Chiche... ♦

BÉNÉDICTE SAVOY

Professeure au Collège de France, titulaire de la chaire internationale « Histoire des patrimoines artistiques en Europe, XVIII^e-XX^e siècle »

RÉSONANCES

PAR VALÉRIE THEIS

C'EST AINSI QUE LA CATALOGNE EST GRANDE

Ne pas avoir vécu au Moyen Age est plutôt une chance. Pourtant, le quotidien nous donne régulièrement l'occasion d'observer des comportements relevant d'une fermeture d'esprit qui aurait été impensable à cette époque. Dans un article du *Monde* daté du 24 octobre 2017, on apprenait ainsi que certaines écoles publiques catalanes ne proposaient plus aucun livre en castillan dans les rayons de leurs bibliothèques. A cette lecture, je ne pus m'empêcher de penser à la bibliothèque de l'abbaye catalane de Ripoll qui, au X^e siècle, avait attiré Gerbert, moine de l'abbaye Saint-Géraud d'Aurillac.

Repéré par son abbé comme l'un de ses plus brillants élèves dans le domaine des lettres, Gerbert souhaitait poursuivre son apprentissage dans celui des sciences, mais la bibliothèque de son abbaye ne le permettait pas. Profitant du pèlerinage du comte de Barcelone, Borrell, à Aurillac, en 967, l'abbé Adralde demanda à ce dernier d'emmener le jeune moine avec lui en Catalogne : il existait en effet, à Ripoll, une bibliothèque à même de répondre à ses besoins.

Ce n'était pas la taille de cette bibliothèque – elle ne comptait alors qu'une centaine d'ouvrages – qui la distinguait des autres, mais la richesse de son fonds. Elle était à la fois un conservatoire de la culture classique et le lieu où l'on pouvait accéder à des ouvrages scientifiques venus d'Al-Andalus, ainsi qu'à leur traduction en latin pour ceux qui, comme Gerbert, ne savaient pas l'arabe. Quelques années plus tard, en 971, Gerbert fut invité à sa cour par l'empereur Otton I^{er} pour y enseigner les mathématiques et l'astronomie, dont il était devenu un des meilleurs connaisseurs de son temps. En 999, ce brillant scientifique devint pape sous le nom de Sylvestre II, à l'initiative du roi Otton III, dont il avait été le maître.

NOUVEAUX MANUSCRITS

L'histoire de Gerbert rappelle ainsi qu'il fut un temps où la Catalogne, dépourvue alors d'existence politique, rayonnait grâce à la réputation de ses lettrés, et que celle-ci reposait sur leur ouverture à la diversité des cultures. A la même époque, la langue catalane commençait à apparaître dans les textes : la Catalogne était en effet une pionnière du développement des usages de l'écrit en Europe, comme l'a montré l'historien Michel Zimmermann dans un magnifique livre, *Ecrire et lire en Catalogne (IX^e-XII^e siècle)* (Bibliothèque de la Casa de Velazquez, 2003).

L'histoire politique des petits comtés catalans, qui luttaient entre eux autant que contre les califes de Cordoue, était alors très mouvementée, mais chaque trêve avec ces derniers était l'occasion de rapporter en Catalogne de nouveaux manuscrits. Placés en théorie sous la souveraineté des rois francs, ces comtés catalans furent abandonnés à leur triste sort par Hugues Capet, à qui ils avaient lancé un appel à l'aide en 987, après le sac de Barcelone par Al-Mansur en 985. Coupés de leur souverain, ils formèrent un ensemble de plus en plus cohérent et étendu sous la domination des comtes de Barcelone. En 1137, l'un d'eux, Raymond-Bérenger IV, réalisa par mariage l'alliance de son comté avec la couronne d'Aragon, union dans laquelle le comte était bien plus puissant que le roi.

Au cours du XIII^e siècle, l'alliance catalano-aragonaise imposa sa domination aux Baléares, au royaume de Valence, à la Sicile, au XIV^e siècle à la Sardaigne, puis, au milieu du XV^e siècle, au royaume de Naples. A cette époque, les marchands catalans étaient parmi les plus puissants du bassin méditerranéen, et jamais l'usage de la langue catalane ne connut un tel rayonnement. Pendant longtemps, la grandeur de la Catalogne et de sa langue fut ainsi étroitement liée à un esprit d'ouverture et d'aventure indépendant des structures politiques et de leur vie chaotique.

Il ne s'agit pas de tirer de ce lointain passé une leçon sur la crise politique contemporaine, qui se déroule dans un contexte qui n'a plus rien à voir avec celui du Moyen Age. En revanche, regarder en arrière devrait nous rappeler que le destin des hommes qui enrichissent leurs bibliothèques au lieu de les épurer est, en général, plus heureux. ♦

VALÉRIE THEIS

Professeure d'histoire médiévale à l'Ecole normale supérieure